

LE MONDE 15.3.97 P.1.

Fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux

LES CRAINTES d'un resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis, liées au dynamisme de l'économie américaine, provoquent de fortes turbulences sur les marchés financiers internationaux. Victime de la remontée des rendements obligataires, Wall Street a vivement reculé, jeudi 13 mars. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la séance sur une baisse de 2,28 %, la plus importante depuis huit mois.

Les marchés européens ne sont pas épargnés. La Bourse de Paris a ouvert en recul de 1,61 % vendredi 14 mars. Les taux d'intérêt à long terme sont, pour leur part, orientés à la hausse, ce qui pourrait freiner la reprise de l'économie française.

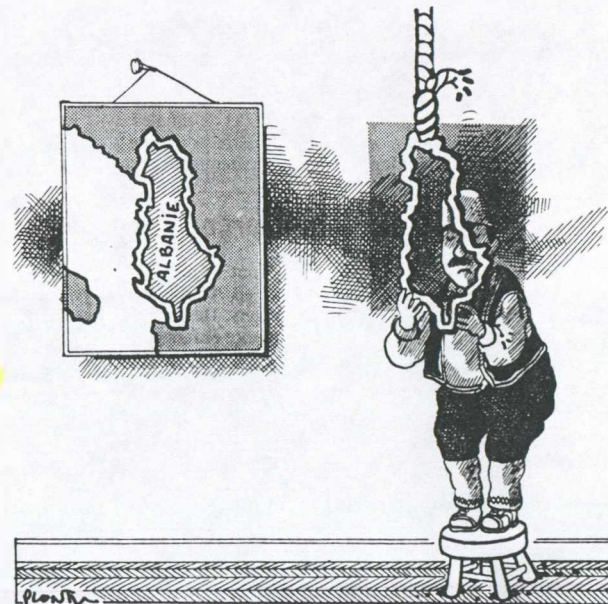
Lire page 18

L'Europe écarte une opération militaire pour sauver l'Albanie de son naufrage

Les Occidentaux précipitent le rapatriement de leurs ressortissants

L'ALBANIE continue de s'enfoncer dans le chaos. Face à une situation de plus en plus incontrôlée qui accélère l'effondrement de l'État, les chancelleries occidentales commencent à organiser le départ de leurs ressortissants. L'Italie a mis en place un pont aérien et déclenché un plan d'urgence sanitaire dans la région des Pouilles. Quelque 700 personnes ont été évacuées, jeudi 13 mars, par ses forces aéronavales, et cinq hélicoptères italiens ont procédé vendredi à l'évacuation, depuis Tirana, d'un groupe d'environ 120 personnes.

La France, la Grande-Bretagne et la Grèce organisent aussi des rapatriements. Une évacuation massive était prévue, vendredi, avec l'aide des forces américaines stationnées dans l'Adriatique. Deux des enfants du président Sali Berisha sont aussi arrivés à Bari, à bord du dernier ferry à avoir pu quitter le port de Durrës. L'ancien ministre de la défense albanais,



Safet Zhulali, a fui son pays pour l'Italie, avec sa famille, sur un cargo. Trois hélicoptères des forces aériennes albanaises sont passés de l'autre côté du golfe avec, à leur bord, des militaires et leurs familles.

A Tirana, les partis politiques ont réclamé une « intervention armée des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». Mais cet appel à l'aide n'a jusqu'ici reçu aucune réponse positive de la communauté internationale, les Européens écartant l'idée d'une intervention militaire.

Le secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, Yannis Kranidiotis, et l'ex-chancelier Franz Vranitzky, qui dirige une mission de l'OSCE, devaient rencontrer, vendredi, à Vlora des insurgés et des responsables du gouvernement albanais.

Lire page 2
et notre éditorial page 15

Hôpitaux : mouvements sociaux contre le plan Juppé

LE GOUVERNEMENT est confronté à une conjonction de mécontentements dans le secteur hospitalier. Les aides soignants, les infirmières et des médecins se mobilisent contre la rigueur budgétaire pour 1997. La Coordination médicale hospitalière, la CGT et la Fédération CRC (infirmières) appelaient à des grèves, vendredi 14 mars. Ces mouvements coïncident, dans certaines villes, avec les grèves des internes et des chefs de cliniques. Ces derniers s'inquiètent des conséquences du plan Juppé sur la sécurité sociale et de leurs futures conditions d'installation dans le secteur libéral. Jeudi, une journée d'action de FO dans les hôpitaux s'est traduite par de nombreuses manifestations, mais les arrêts de travail ont été rares.

Lire page 6

BALKANS. Devant l'anarchie et la multiplication des violences en Albanie, les ambassades occidentales ont commenté, jeudi 13 mars, à l'organisation le départ de leurs ressortis-

sants. Quelque sept cents étrangers ont ainsi été évacués par les forces aéronavales italiennes. Les partis politiques albanais, quant à eux, ont réclamé une « intervention armée

des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». ● L'ITALIE devient le principal pays d'accueil de tous les réfugiés. Les enfants du président

Sali Berisha, ainsi que des militaires déserteurs – avec plusieurs bateaux de guerre – ont rejoint les côtes de la péninsule dans la nuit de jeudi à vendredi. ● AU NORD de l'Albanie,

la ville « ordinaire » de Lezha a plongé, en quelques heures, dans le chaos le plus complet, à l'image de la plupart des autres villes du pays (Lire notre éditorial page 15).

Les pays occidentaux évacuent leurs ressortissants d'Albanie

Sept cents personnes ont pu quitter le pays grâce à l'intervention des forces aéronavales italiennes et un plan d'urgence sanitaire a été mis en place dans les Pouilles, alors que les violences incontrôlées accélèrent l'effondrement de l'Etat

TIRANA

de notre envoyé spécial

Après avoir embrasé le sud du pays depuis deux semaines et le Nord ces derniers jours, la folie des armes s'est finalement emparée de la capitale albanaise. Les rues de Tirana sont envahies d'hommes armés de fusils d'assaut kalachnikov après le pillage des dépôts militaires. L'aéroport est fermé, et les ambassades occidentales tentent d'évacuer par tous les moyens les ressortissants étrangers bloqués en Albanie. Les incidents du jeudi 13 mars auraient causé la mort d'au moins douze personnes dans le pays.

Les partis politiques albanais, après une réunion avec le président Sali Berisha, ont lancé un appel de trêve, réclamant « une intervention des Européens pour restaurer l'ordre constitutionnel et préserver l'intégrité du pays ». La nomination d'un gouvernement de « réconciliation nationale », mené

par le socialiste Bashkim Fino, n'a eu aucun effet sur la population, d'abord préoccupée par sa sécurité.

Car la folie des armes des Albanais a largement dépassé le cadre de la révolte politique du Sud ou de la volonté des gangs de semer la terreur. Presque chaque citoyen possède désormais au moins une kalachnikov et des réserves de munitions. Nul ne sait exactement pourquoi il prend les armes. Seuls les insurgés du Sud, réunis au sein de comités de coordination, continuent de réclamer la démission de Sali Berisha et de présenter des exigences politiques.

CONFUSION EXTRÊME

Tirana a basculé de façon très étrange dans le camp de l'insurrection. Le premier dépôt d'armes, à l'Académie militaire, a été ouvert par la police secrète (SHIK). Apparemment, le SHIK a également livré d'autres dépôts aux civils, avant que la panique ne presse ces der-

niers à se lancer à l'assaut de n'importe quelle réserve d'armes. Par ailleurs, jeudi matin, seuls des hommes du SHIK et de la police étaient visibles autour de l'aéroport fermé. Il était difficile d'imaginer que des insurgés aient pu s'approcher du périmètre et ouvrir le feu la veille sur l'avion grec qui a rebroussé chemin. Certains observateurs ont acquis la conviction que le SHIK a précipité la plongée de la région de Tirana dans le chaos.

« Sali Berisha n'avait aucun intérêt à encourager le chaos, car il est en train de perdre les rênes du pouvoir, commente un diplomate. L'hypothèse la plus vraisemblable est que des éléments extrémistes de la police secrète ont pris des libertés avec les ordres reçus. » Leurs motivations resteraient toutefois obscures. « Le SHIK a intérêt à une tempête qui efface toutes les traces de ses exactions, dénonce un intellectuel tironais. Si le nouveau gouvernement

avait pu commencer à travailler correctement, la police secrète aurait été la première à en souffrir. » Avec l'extrême confusion qui règne à Tirana, il est désormais impossible de distinguer, parmi les miliciens qui débambulent dans les rues, d'éventuels provocateurs du SHIK, de véritables rebelles en lutte contre le gouvernement, des bandits et des pillards, et de simples civils armés.

Les derniers remparts du régime ont apparemment achevé de désér-

ter leurs postes. Soldats et policiers ont disparu et sont rentrés chez eux. Les gardiens de prison ont également abandonné les maisons d'arrêt, entraînant la fuite immédiate d'un millier de détenus, dont six cents à la prison centrale de Tirana. Ramiz Alia, l'ancien président communiste, et Fatos Nano, le chef du Parti socialiste, auraient bénéficié de cette libération inattendue. Les deux prisonniers les plus célèbres d'Albanie n'ont toutefois

pas reparu chez eux et pourraient avoir été transférés dans une résidence surveillée par les hommes du SHIK.

Les tirs d'armes automatiques se sont encore accrus, jeudi soir, notamment autour du bâtiment de la présidence albanaise. Un tank a effectué une patrouille. Des hommes se sont affrontés sur le boulevard principal. On ignore l'enjeu de ces accrochages et personne ne peut confirmer la présence de Sali Berisha à son bureau. Le président albanaise a fait évacuer ses enfants de Tirana vers l'Italie, mais on ignore quelle attitude il va adopter pour lui-même. Il conserve de fidèles partisans, l'opposition le considère même comme « la dernière institution » qui pourrait mener le pays à des élections anticipées, mais l'embrasement anarchique est tel qu'aucune prévision ne peut être faite, d'un jour à l'autre.

Rémy Ourdan

Départ massif des étrangers

Devant la recrudescence de la violence et l'anarchie complète qui règne en Albanie, les pays occidentaux ont entamé l'évacuation des étrangers. Des hélicoptères militaires américains sont venus chercher cinquante enfants de copétrants et de fonctionnaires, et devaient organiser, vendredi 14 mars, une évacuation massive. Des dizaines de ressortissants étrangers ont également fui le pays en bateau par le port de Durrës. En revanche, un convoi britannique a dû rebrousser chemin sur la route de Durrës en raison du danger. Les ambassades ont diffusé, jeudi soir, un ordre d'évacuation générale pour la journée de vendredi, laissant entrevoir la possibilité d'une opération d'envergure.

L'Italie met en place un pont aérien et tente de prévenir un afflux incontrôlé de réfugiés

ROME

de notre correspondant

Le président du conseil italien, Romano Prodi, s'est adressé directement aux Albanais, jeudi soir 13 mars, au cours d'un entretien sur la première chaîne de la RAI, qui, comme presque toutes les chaînes italiennes, est captée en Albanie. « Unissez-vous et ne vous divisez pas. Sauvez votre patrie », a déclaré le chef du gouvernement en affirmant que l'Italie est « prête à apporter son aide pour surmonter ce grave moment ». Rome est particulièrement préoccupée par la dégradation de la situation de l'autre côté de l'Adriatique, craignant que le chaos n'apporte sur ses rivages un flot incontrôlé de réfugiés, comme en 1991.

M. Prodi a réuni dans la soirée quelques ministres ainsi que le chef de la police et des hauts responsables militaires, notamment de la marine, pour examiner la situation et envisager les mesures à prendre. A l'issue de ce conseil extraordinaire, Giorgio Napolitano, ministre de l'intérieur, a insisté sur l'« aspect humanitaire » de la crise et le souci de l'Italie de respecter les lois en vigueur et les conventions internationales concernant les réfugiés.

appelé que Rome et Tirana avaient de- une réunion extraordinaire du Conseil



La République fédérale de Yougoslavie (RFY : Serbie, Monténégro), la Macédoine et la Grèce ont fermé, jeudi 13 mars, leurs frontières avec l'Albanie.

de sécurité de l'ONU. Toutes les tentatives de médiation entreprises par la diplomatie italienne afin de mettre un terme à l'engrenage albanais n'ont pour le moment donné aucun résultat et sont restées lettre morte. Impuissante à enrayer la révolte, l'Italie se prépare donc à assister son voisin afin d'empêcher un exode massif et tenter parallèlement de contrôler, dans la mesure du possible, un éventuel débarquement de réfugiés dans le golfe d'Otrante, séparant les deux pays.

DRAPEAU BLANC

Un plan d'urgence sanitaire a été mis en place dans les Pouilles afin de faire face à une situation de crise. Six cents lits supplémentaires ont été prévus ainsi que des moyens médicaux additionnels. Pour le moment cependant, l'afflux reste limité et parfaitement contrôlé. La Guardia di finanza veille au large des côtes et sillonne avec ses vedettes rapides le golfe dans la zone menant aux ports de Bari et de Brindisi. Jeudi, un cargo, le *Giorgios*, a été arraisonné afin de vérifier s'il ne transportait pas des milliers de réfugiés. Ils n'étaient qu'environ soixante-dix à bord.

Un pont aérien a été mis en place entre les unités de la marine italienne patrouillant dans

le golfe et le port de Durrës. Au moins quatre cents personnes, dont les trois-quarts sont des ressortissants italiens, ont ainsi été évacuées au moyen de quatre hélicoptères faisant la navette entre les deux rives distantes de seulement 70 kilomètres dans la partie la plus étroite. Quatre à cinq cents autres Italiens et étrangers attendent sur la plage de Durrës de pouvoir quitter le pays. L'opération en cours au milieu de la nuit a été interrompue et devait reprendre, vendredi matin, avec le *San-Marco*.

Le dispositif de surveillance mis en place dans le golfe d'Otrante – devenu la seule porte de sortie de l'Albanie puisque toutes les autres frontières sont fermées – a laissé passer une vedette lance-torpilles et au moins six autres canonnières avec leur équipage, qui ont toutes trouvé refuge dans les ports italiens de Bari et de Brindisi après avoir demandé à bénéficier de la protection des autorités italiennes en hissant le drapeau blanc et avoir consigné leurs armes. Trois hélicoptères des forces aériennes albanaises sont également passés de l'autre côté du golfe avec des militaires et leurs familles à bord.

Michel Bâle-Richard

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Telex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Urgence pour l'Albanie

Le Monde 15.3.97 p. 15

POUR répondre à l'appel au secours, unanime, des dirigeants politiques albanais de toute obédience, l'Europe est-elle donc à ce point désarmée face au drame de ce petit pays ? En quelques jours, un Etat s'est effondré comme un château de cartes, bien que son président, se pliant aux conseils des capitales étrangères, ait accepté d'ouvrir le gouvernement aux forces de l'opposition. Aucun parti politique ne paraît plus en mesure de contrôler quoi que ce soit, aucune institution ne semble résister, au point que les Occidentaux semblent regretter que les forces de répression ne soient plus capables de rétablir un ordre musclé – éventualité qu'il y a quelques jours à peine ils déconseillaient à Sali Berisha.

Face à une détérioration aussi rapide et peu commune, nul ne saurait prétendre qu'il est de remède facile. Mais le pire serait de s'en tenir au constat d'impuissance implicite qui est actuellement celui de la diplomatie occidentale. Mises à part l'Italie qui se démène beaucoup sans trouver la formule miracle et la Grèce qui s'affole en faisant du sur-place – deux pays où, au moins, on semble avoir pris la mesure du désastre annoncé –, la seule réponse à cette tourmente qui est en train d'emporter un pays d'Europe semble à ce jour se résumer en deux mots d'ordre : évacuation d'urgence des ressortissants étrangers et bouclage des frontières contre un afflux massif de réfugiés albanais et contre une propagation du désordre dans les Bal-

kans. Tout se passe comme si les Occidentaux s'étaient résignés à attendre que la situation se dégrade encore pour, éventuellement, retrouver prise sur elle. En clair : quand la désorganisation sera telle que les Albanais n'auront plus ni essence, ni vivres, ni médicaments, peut-être entendront-ils la voix de la sagesse et deviendra-t-il alors moins risqué et moins coûteux de se mêler de leurs affaires.

Un tel attentisme peut être catastrophique. Le temps est compté. Si l'anarchie s'est installée, du moins n'a-t-elle pas pour l'instant dégénéré en guerre civile : les Albanais ont pris les armes mais ne les tournent pas contre des Albanais. Qu'en feront-ils demain, quand tout ce qui était à piller l'aura été et qu'il faudra se disputer le butin ? Qui gardera assez hermétiquement les frontières pour empêcher qu'une partie de ces armes ne trouvent des acheteurs en Macédoine ? Qui empêchera la fièvre de gagner les esprits au Kosovo ? Que M. Berisha remette en jeu son poste de président ne peut plus suffire à enrayer la crise.

Il faut que les Occidentaux sortent de leur torpeur et assument les deux seules mesures sans doute susceptibles de calmer le jeu : une aide financière aux épargnants grugés par les sociétés d'épargne dont la faillite a provoqué la crise ; une forme d'intervention armée ou de police qui, en empêchant les gangs mafieux d'imposer leur loi dans l'anarchie, permette à ce peuple désorienté de se reconstruire un espoir.